EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE RISOUL

Nombre de Membres

Séance du 22 janvier 2024

Afférents au conseil	En exerci ce	Qui ont pris part à la délibération
15	14	10

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-deux janvier à 8h00,
Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Régis SIMOND, Maire.

Sens du vote :

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Présents : Mmes et Mrs les Conseillers : Mmes BALLOCCHI Sylvie, JUZIAN Catherine, MM. BONNAFFOUX Mickaël, CARRETTA Thierry, ESMIEU Alain, FEUILLASSIER Sylvain, JEHAN Frédéric, QUERE Gérard, SIMOND Régis.

Excusés : Mme VASINA Pauline pouvoir à M. SIMOND Régis.

Absents : Mme TUDORET Sabira, M BRUN Jean-Luc, M LELIEVRE Benoit, M RODINI Jean-Louis.

Secrétaire de séance : Mme BALLOCCHI Sylvie.

Date convocation :

Le 18 janvier 2024

Date d'affichage :

Le 18 janvier 2024

Objet : Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent).

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales, dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Afin d'assurer une continuité de fonctionnement des services, il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice 2023, avant l'adoption du Budget principal.

Pour mémoire les crédits ouverts (BP + DM, hors restes à réaliser de 2022) en dépenses réelles de la section d'investissement 2023 s'élevaient à 2 390 089.88 € non compris le chapitre 16. Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article dans la limite maximale de 597 522.47 €, soit 25% de 2 390 089.88 €.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Chap	Art.	Op	Anal.	Objet	Montant
21	2151	190	HCS	Vieille route accès station	125 000.00 €
23	231	10016	HCS	Voirie Communale	150 000.00 €
21	2151	10001	HCS	Route de Barbeinç	140 000.00 €
23	231	OPNI	HCS	Immobilisations corporelles en cours	150 000.00 €
21	2158	OPNI	HCS	Autres installations matériels	20 000.00 €
Total					585 000.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'exposé de Monsieur le Maire ;
- Autorise jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2024 le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ce dans les conditions exposées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré, les jours mois et an ci-dessus.

Le Maire

La Secrétaire de Séance,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

005-210501193-20240122-D2024-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/01/2024

Publication : 22/01/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Régis SIMOND

Sylvie BALLOCCHI

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.